

Etat fédéral, Etat social? : L'historiographie de la protection sociale en Suisse

Autor(en): **Leimgruber, Matthieu**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **18 (2011)**

Heft 1: **Sozialgeschichte der Schweiz : eine historiographische Skizze = L'histoire sociale de la Suisse : une esquisse historiographique**

PDF erstellt am: **08.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-390994>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Etat fédéral, Etat social?

L'historiographie de la protection sociale en Suisse

Matthieu Leimgruber

La sécurité sociale est un domaine central de l'organisation des sociétés contemporaines. En 2008, les dépenses sociales représentaient près d'un tiers du produit intérieur brut (PIB) de la Suisse et mobilisaient une proportion équivalente du budget de la Confédération. Le poids social et économique de la prévoyance vieillesse et du système de santé, les deux branches les plus importantes du système de protection sociale, est considérable. Deux millions de personnes, soit un quart de la population, bénéficient des prestations de l'Assurance vieillesse et survivants (AVS), tandis que les caisses de pensions figurent parmi les principaux investisseurs institutionnels de la place financière. Fin 2008, leurs réserves dépassaient 650 milliards de francs, soit plus de 120 pour cent du PIB. Le secteur de la santé concentre enfin à lui seul plus d'un emploi sur dix. Il n'est donc pas étonnant que la protection sociale figure régulièrement en tête de l'agenda politique et des débats publics. Ainsi, depuis 1990, un tiers des votations populaires fédérales ont été consacrées aux enjeux des retraites, de l'assurance maladie, ou encore du chômage et de l'invalidité.¹ Ces quelques chiffres confirment sans ambiguïté que la protection sociale figurera parmi les grandes questions de société du 21^e siècle.

L'actualité permanente et l'avenir controversé de la protection sociale font souvent passer au second plan sa trajectoire séculaire. Cette trajectoire constitue pourtant un baromètre permettant de suivre des évolutions sociétales majeures ainsi que le développement de l'Etat fédéral. Soulignant l'importance de la sécurité sociale dans son contexte européen, l'historien Peter Baldwin (1990) esquisse une analogie entre l'histoire des finances publiques, dans laquelle l'économiste Joseph Schumpeter «affirmait pouvoir détecter le grondement de l'histoire mondiale», et l'histoire des batailles autour de la protection sociale. Celles-ci, selon Baldwin, «mettent à nu la structure et la conflictualité des sociétés modernes». Mais ce n'est pas tout. L'histoire de la protection sociale permet non seulement d'éclairer les rapports complexes qui se tissent entre Etat, société et marché, mais permet également d'approcher l'histoire des rapports sociaux de sexe, d'appréhender l'histoire du corps, de l'invalidité, ou des domaines tels que l'histoire du risque. Thème multiforme et fondamentalement interdisciplinaire, la protection sociale

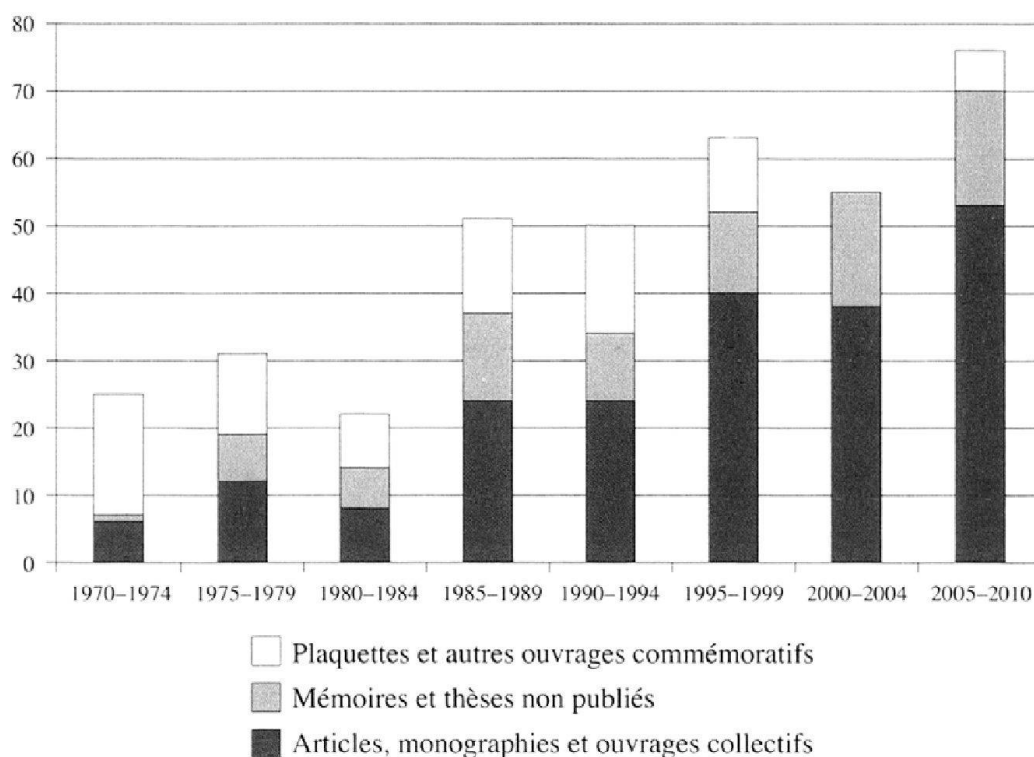
a depuis longtemps suscité l'intérêt des juristes, sociologues, politologues et économistes. Pourtant, ce n'est que récemment que le sujet est devenu un objet d'étude pour les historiennes et les historiens, à l'étranger comme en Suisse. Avant de passer en revue les acquis de cette historiographie, il est utile de préciser les termes de *protection/sécurité sociale*.

Selon la classification internationale reprise par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), la sécurité sociale comporte cinq branches.² En premier lieu la prévoyance vieillesse, survivants et invalidité. Il s'agit du système dit des trois piliers – notamment l'AVS (1er pilier) et les caisses de pensions régies par la Loi sur la prévoyance professionnelle (LPP, 2e pilier) – ainsi que l'Assurance invalidité (AI). La deuxième branche comprend la couverture assurantielle des risques maladie (LaMal) et accident (SUVA). A ces deux branches, qui représentent ensemble près de trois quart des dépenses sociales, s'ajoutent les allocations pour perte de gain (APG) en cas de service militaire et de maternité, l'assurance chômage (AC) et enfin les allocations familiales. J'ajouterai à ces cinq *assurances sociales* le domaine de l'aide sociale, qui vise à garantir le minimum vital et promouvoir l'intégration sociale. A l'inverse des cinq premières branches, l'aide sociale octroie des prestations sous conditions de ressources, selon une logique *assistantielle*. Si les assurances sociales datent de la modernité industrielle qui s'affirme depuis la deuxième moitié du 19e siècle, de nombreuses institutions charitables et autres caisses de secours mutuels plongent leurs racines dans des époques antérieures. Toutefois, les discontinuités entre ces formes «pré-modernes» et la protection sociale sont trop importantes pour être abordées dans le cadre de cet article. Ce dernier abordera ainsi principalement la trajectoire du système suisse de protection sociale depuis l'introduction en 1890 de l'article 34bis de la Constitution fédérale, qui ouvre le champ à l'intervention étatique dans le domaine des assurances sociales.

Pourquoi préférer le terme de *protection/sécurité sociale* à celui, plus courant, d'*Etat social* (parfois aussi appelé *Etat providence*)? En focalisant l'attention sur «l'Etat», le concept d'*Etat social* (tout comme ceux de *welfare state* ou de *Sozialstaat*) ne facilite ni la compréhension des différents niveaux (Confédération, cantons, communes) dans lesquels se déploie l'activité étatique dans ce domaine, ni les articulations complexes qui se tissent entre les formes privées et publiques de la protection sociale. Parler de *protection/sécurité sociale* permet non seulement de se concentrer sur l'objet de l'action publique, mais aussi d'embrasser la diversité des institutions et acteurs (les trois niveaux de l'Etat mentionnés ci-dessus, ainsi que les entreprises, les syndicats, voire les individus, et caetera) qui organisent des prestations sociales dont les modes de gestion et de financement sont variés. Dernier *caveat*: cette contribution n'abordera pas l'éducation et ne fera que mentionner la réglementation des conditions de travail.

Fig. 1: *Etudes sur l'histoire de la protection sociale en Suisse (classement chronologique)*

Nombre de titres



Source: Cf. bibliographie.

Souvent englobés dans les «politiques sociales» au sens large, ces deux domaines sont l'objet d'autres contributions (cf. article «classe et groupes sociaux» dans ce numéro ou encore la contribution sur l'histoire de l'éducation à paraître dans le volume 2012/1 de *traverse* consacré à l'histoire culturelle).

Venons-en maintenant aux travaux consacrés depuis 1970 à l'histoire des cinq branches de la sécurité sociale et à l'aide sociale. Ces études ont fait l'objet d'un recensement (cf. bibliographie) dont la figure 1 donne un aperçu statistique selon les périodes et les types. Ce graphique répertorie trois catégories de travaux: les publications à vocation commémorative, les thèses et mémoires n'ayant pas fait l'objet d'une publication (complète ou partielle), et enfin les articles, monographies et ouvrages collectifs à caractère scientifique (catégorie dans laquelle j'inclus les thèses et mémoires publiés). Ce premier découpage chronologique/typologique est complété par le tableau 1, qui reprend les mêmes informations en les regroupant cette fois-ci de manière thématique.

Tab. 1: *Etudes portant sur l'histoire de la protection sociale en Suisse*
(classement thématique)

Branches de la protection sociale/thèmes	Plaquettes et autres ouvrages commémoratifs	Mémoires et thèses non publiés	Articles, mono-graphies et ouvrages collectifs ^{*1}	Total
AVS et prévoyance professionnelle (LPP)	20	8	37	65
Assurance invalidité (AI)	11	2	8	21
Assurance maladie (LaMal)	41	8	25	74
Assurance accidents (SUVA)	3	0	4	7
Assurance perte de gains (APG)	1	1	2	4
Assurance maternité (Amat)	1	1	10	12
Assurance chômage (AC)	1	9	17	27
Allocations familiales	2	8	6	16
Aide sociale	3	38	41	82
Références générales et/ou portant sur plusieurs branches	2	9	54	65
Total	85	84	205	374

Source: Cf. bibliographie. Ce recensement a été mené dans un but de connaissance fondamentale de la situation historiographique et a pour but de présenter les grandes tendances de la production, et non d'objectiver des choix de présentation assumés par l'auteur de l'article.

*1 Comprend également les mémoires et thèses ayant fait l'objet d'une publication.

Ce recensement réunit à la fois des travaux basés sur l'étude de sources et d'archives, mais aussi plusieurs études de sciences sociales adoptant un point de vue historique. Ce recensement permet d'identifier trois moments distincts auxquels seront consacrés les sections suivantes. Une première phase d'émergence (1970–1989) durant laquelle la protection sociale devient un objet historique à part entière, une deuxième phase de diversification des recherches (1990–1999), ainsi qu'une troisième et dernière phase consacrée aux travaux récents et en cours depuis 2000. L'analyse de ces trois moments débouche sur une brève mise au point sur l'enseignement de l'histoire de la sécurité sociale, les ressources documentaires disponibles, et un inventaire indicatif des thèmes qui mériteraient de faire l'objet de recherches plus approfondies.

La protection sociale comme objet historique émergent, 1970–1989

Les études pionnières sur les origines de la protection sociale dans les sociétés industrialisées coïncident avec la fin de l'époque de croissance économique et d'expansion des politiques sociales qui avait suivi l'«ère des catastrophes» culminant en 1945. Une génération après le Plan Beveridge anglais (1942) et la Sécurité Sociale française (1945) – qui européenise le terme *Social Security* (1935) introduit aux Etats-Unis durant le New Deal – la crise économique des années 1970 met à mal les fondements idéologiques de l'ère keynésienne. Alors même que l'on célèbre le centenaire des lois sociales du Chancelier allemand Bismarck (1883), la nouvelle droite néolibérale soumet la protection sociale – accusée de miner la croissance, de plomber les finances publiques, et de déresponsabiliser les individus – à une critique radicale. La «crise de l'Etat social», thème qui ne nous a pas quitté depuis cette date, est attisée par la dégradation des finances publiques et le spectre du vieillissement démographique. En d'autres termes: la sécurité sociale devient objet d'histoire au moment même où ses fondements et sa pérennité sont ébranlés. Au niveau international, les premiers travaux historiques élaborés durant cette décennie chargée d'incertitude interrogent pourtant un passé plus lointain, en particulier les contours de la «question sociale» autour de 1900 ainsi que les mesures élaborées pour y répondre, préludes au développement de «l'Etat social» d'après-guerre (cf. à titre d'exemple: Hatzfeld 1971; Heclo 1974; Rimlinger 1971; Ritter 1973; Thane 1978).

Durant les années 1970, l'histoire de la protection sociale suisse est un peu à l'image de son objet d'étude: encore fragmentaire. En effet, le système des trois piliers de la retraite est encore à l'état d'ébauche (le principe du 2^e pilier obligatoire, accepté en 1972, ne sera réalisé qu'en 1985), tout comme l'assurance chômage obligatoire (introduite entre 1976 et 1982), tandis que la réforme de l'assurance maladie échoue à deux reprises (en 1974 et 1987). Jusqu'à la fin des années 1980, les publications à but commémoratif représentent encore une bonne moitié de la littérature recensée (cf. figure 1). Il s'agit notamment d'ouvrages consacrés à des caisses maladie (un secteur en pleine rationalisation, leur nombre passant de plus d'un millier en 1960 à moins de 500 en 1985, et moins de 100 en 2000), ou à des caisses de pensions fondées durant l'entre-deux-guerres (cf. tableau 1). Le thème de la protection sociale est encore absent du bilan historiographique réalisé en 1991 par la Société suisse d'histoire (Schneider/Python 1992).

Rares sont les travaux adoptant une démarche historique rigoureuse, notamment en comparaison aux études à tonalité juridique rédigées par des architectes de la protection sociale d'après-guerre comme Arnold Saxer, directeur de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) de 1938 à 1961, ou encore Hans Peter

Tschudi, le Conseiller fédéral socialiste qui a développé l'Assurance vieillesse et survivants (AVS) durant les années 1960 (Saxer 1970 [1967]; Tschudi 1981; 1989). Les limites de ces travaux signés par des politiciens et hauts fonctionnaires peuvent être illustrées par *L'histoire de l'AVS* de Peter Binswanger (1987). Alors président de la fondation charitable Pro Senectute, Binswanger avait commencé sa carrière à l'OFAS, où il avait notamment rédigé la loi AVS de 1946, avant d'occuper durant 30 ans des fonctions élevées à la Winterthur Vie. A la tête de la division prévoyance professionnelle de cette assurance, il avait été l'un des plus fervents promoteurs de la «doctrine des trois piliers» durant les années 1960. Cette trajectoire personnelle exemplaire entre l'Etat, le marché et le domaine caritatif débouche sur une démarche historienne, mais où n'apparaissent pourtant qu'en filigrane les connexions entre assurance sociale et prévoyance privée qui sont la marque de fabrique des «trois piliers» (pour un portrait de Binswanger, cf. Leimgruber, 2008). Les caisses de pensions demeurent alors un sujet d'étude réservé aux économistes ou aux juristes (Lusenti, 1989).

En exploitant des sources issues des archives fédérales afin d'analyser les débats politiques ayant mené à la fondation de l'AVS, l'historien André Lasserre (1972) fait figure d'exception dans un champ de recherche encore dominé par des témoins ou par des spécialistes d'autres sciences sociales. Spécialiste du droit social, Alfred Maurer (1982) participe ainsi à une enquête internationale sur «l'évolution de l'assurance sociale» réalisée dans cinq pays européens à l'occasion du centenaire des lois bismarckiennes (cf. aussi Erni 1980; Greber 1982). L'étude pionnière de Peter Flora sur la croissance de l'Etat social en Europe comporte aussi un bref synopsis sur le cas suisse (Gross/Puttner 1987). Les politologues Leonhard Neidhart (1970) et Wolf Linder (1983) situent quant à eux la sécurité sociale dans le contexte plus large du développement de l'intervention étatique. Ils soulignent en particulier les obstacles posés par le fédéralisme et les mécanismes de la démocratie référendaire sur la trajectoire des assurances sociales, deux thèmes qui seront approfondis par les politologues des générations suivantes. Le sociologue Antonin Wagner (1985) tente enfin d'établir un premier «budget social» de la Suisse, projet qui ne verra véritablement le jour que 20 ans plus tard (cf. troisième partie de cet article).

Cette première salve de travaux n'échappe pas aux controverses de son temps. Avec *Das Ringen um die soziale Versicherung* (*La lutte pour les assurances sociales*), l'économiste Jürg Sommer (1978) dresse un portrait d'ensemble des cinq branches de la sécurité sociale sur la longue durée. Dans un contexte de crise économique marqué par la hausse importante des dépenses sociales, Sommer adopte une position (néo)libérale, s'inscrit dans le débat sur les «limites» de l'Etat social, et s'interroge sur la «viabilité» de politiques sociales dont la croissance constituerait un frein à la croissance économique (Borner/Sommer

1977). A l'opposé, les politologues René Knüsel et Félix Zurita (1979) s'inspirent des analyses d'Antonio Gramsci sur l'«étatisation de la société civile» et caractérisent les premiers projets d'assurance sociale comme des frappes préventives des forces conservatrices soucieuses de faire barrage au socialisme. Cette étude est suivie d'une longue postface du statisticien Pierre Gilliand, qui met en miroir les échecs de 1900 et l'enlisement de la réforme de l'assurance maladie durant les années 1970 (cf. aussi Gilliand 1990).

On l'aura compris, l'émergence de l'histoire de la protection sociale coïncide avec la recrudescence des controverses sur son futur. Ce contexte favorise certes les questionnements sur les origines, les contours et les finalités de la protection sociale. Toutefois, les travaux de cette première période se limitent le plus souvent à énumérer les jalons constitutionnels et législatifs ayant rythmé le développement des assurances sociales et ne font qu'évoquer les ramifications sociales et politiques des controverses autour de la «question sociale». Deux biographies sur les Conseillers fédéraux Ludwig Forrer et Walther Stampfli, respectivement architectes de l'assurance accident fédérale (SUVA) de 1912 et de l'AVS plébiscitée en votation populaire en 1947, soulignent pourtant le rôle fondamental du parti radical et de ses tribuns dans la mise en place des fondations de l'Etat social au niveau fédéral (Hafner 1986; Labhart 1973). Mais il s'agit, à l'instar de l'article d'André Lasserre, d'exemples isolés. Alors que la recherche internationale insiste sur les corrélations entre modernité industrielle et développement de l'Etat social, le caractère «retardataire» et «incomplet» du cas suisse commence à être souligné par la littérature existante. La force des idées libérales, au niveau économique et politique, la faiblesse de l'Etat fédéral, ainsi que les mécanismes de la démocratie directe et du fédéralisme sont identifiés comme autant de facteurs clés pour comprendre la trajectoire des assurances sociales en Suisse.

Etat fédéral, Etat social? Un champ de recherche en développement, 1990–1999

La dernière décennie du 20^e siècle constitue un moment paradoxal pour la protection sociale. La dénonciation idéologique de son caractère apparemment non soutenable demeure une constante de «l'âge de l'austérité permanente» (Pierson 2001). Pourtant, sa capacité de résilience, voire son dynamisme malgré les crises économiques successives, confirment son rôle incontournable dans les sociétés contemporaines. C'est durant cette période que l'étude des politiques sociales comparées s'affirme comme un champ de recherche foisonnant. Nourri·e·s par la célèbre typologie esquissée par le sociologue Gosta Esping-Andersen (1990), politologues et sociologues se lancent dans la cartographie des trois «mondes

de l'Etat providence». Dans le champ historique, les travaux de François Ewald (1986) sur la transition entre responsabilité individuelle et couverture collective des risques, l'étude fondamentale de Gerhard Ritter (1989) sur l'Etat social comme phénomène global (cf. aussi Hennock 1987), ou encore la fresque magistrale de Peter Baldwin (1990) sur les trajectoires de longue durée de la «solidarité sociale» en Europe occidentale renouvellent et diversifient l'histoire de la protection sociale. Pourtant, comme le souligne Baldwin (1992) dans un premier bilan de la recherche³, le nombre d'historien-ne-s étudiant ce domaine est encore bien inférieur à celui des politologues et sociologues qui adoptent un point de vue historique sur cet objet!

Durant les années 1990, souvent caractérisées comme une période de «normalisation» ou de «rattrapage» du système suisse de protection sociale par rapport à ses voisins européens (Cattacin 2006; Moser 2008; Obinger et al. 2005), la recherche historique commence à combler des trous importants. Les études scientifiques prennent nettement le pas sur les publications commémoratives. Le nombre croissant de thèses et mémoires de licence en histoire contemporaine confirme le décollage de ce champ de recherche (cf. figure 1). L'année 1998, durant laquelle on célèbre non seulement les 150 ans de l'Etat fédéral mais aussi le cinquantenaire du versement des premières rentes AVS, s'impose comme un moment clé permettant d'illustrer cette dynamique. C'est en effet en 1998 que l'historienne Brigitte Studer et le politologue Herbert Obinger publient deux études qui s'efforcent de situer, avec des méthodes et des résultats contrastés, le cas suisse dans la typologie d'Esping-Andersen.

Dans une contribution à un ouvrage collectif sur les «étapes de l'Etat fédéral», Brigitte Studer (1998a) souligne la configuration éclatée des politiques sociales suisses et, par conséquent, la difficulté de les classer dans les typologies a-historiques promues par les sciences sociales. Outre cette analyse d'un «modèle suisse» comme un ensemble composite où l'on peut discerner des caractéristiques propres à chacun des trois «mondes de l'Etat providence» («social-démocrate», «continental/conservateur» et «libéral»), Studer explore également les politiques sociales suisses sous l'angle des inégalités de genre (Studer 1997, 1998c, 1998b). Cette approche, alors en plein développement au niveau international (Bock/Thane 1991), est également présente dans les travaux de Christine Luchsinger (1994, 1995) sur la place des femmes dans l'AVS. Des travaux liés à une actualité brûlante, puisque ces problématiques figurent au cœur de la 10e révision de l'AVS (1995) ou des débats sur l'assurance maternité (refusée pour la troisième fois en votation populaire en 1999). Comme le soulignent Studer et Luchsinger, le «projet Etat social» est un domaine particulièrement disputé puisqu'il mobilise non seulement des ressources importantes, mais aussi parce qu'il contribue à une reformulation potentielle des rapports sociaux de sexe. Cette dimension

est également abordée par plusieurs contributions de Regina Wecker (1996) sur la maternité et la citoyenneté sociale, ainsi que dans le cadre de projets de recherche sur la protection sociale des femmes mené conjointement avec Brigitte Studer (Wecker et al. 2001) ainsi qu'une équipe internationale d'historiennes (Wecker 1995).

En parallèle à ces travaux d'histoire sociale (cf. aussi Degen 1997), le politologue Herbert Obinger (1998a, 1998b) analyse, quant à lui, comment des configurations institutionnelles comme la démocratie référendaire ou le fédéralisme ont contribué à retarder et fragmenter le système suisse de protection sociale. Cette approche «institutionnaliste», à laquelle on peut rattacher les études d'Helen Immergut (1992) et de Jens Alber et Brigitte Bernardi (1992) sur l'assurance maladie et le système de santé, systématise des hypothèses formulées quelques années auparavant. Herbert Obinger décrit en particulier la trajectoire suisse comme celle d'un pays longtemps doté d'un système de protection sociale «libéral», dont les prestations faibles et éclatées offrent, à l'instar des pays anglo-saxons, de larges marges de manœuvre à la responsabilité individuelle ou à des alternatives privées. En évoquant la transition en cours de la Suisse vers un niveau de dépenses sociales «continental» (une hausse liée à la mise en place du 2^e pilier et à l'expansion de l'assurance maladie obligatoire), Obinger inscrit son analyse dans une perspective de longue durée souvent absente d'autres études politologiques à visée comparative.

La crise économiques des années 1990 constitue également la toile de fond d'une série d'approches nouvelles, portant notamment sur l'histoire du chômage (Degen 1993; Perrenoud 1995; pour une perspective politologique plus ancienne, cf. Schmidt 1985). L'historien Hansjörg Siegenthaler poursuit ses réflexions sur les crises économiques par un volume collectif dédié aux réponses données par les acteurs à la «question sociale» au sens large, de l'inspection des fabriques à la mise en place des premières assurances sociales (Siegenthaler 1997; Wecker 1997). L'influence de la théorie des crises de Siegenthaler est également forte parmi les recherches en «histoire de la communication médiatique» (*Medienereignisse*) dirigées par Kurt Imhof. Au moyen d'un dépouillement de la presse alémanique, ces travaux éclairent les controverses liées à la fondation des assurances sociales (Horvath/Kunz 1993; Kunz 1998; Kunz/Morandi 1998).

A l'orée du 21^e siècle, l'histoire de la protection sociale a fait des progrès indéniables: les étapes fondamentales du développement de ses différentes branches sont désormais connues (pour une synthèse juridique, cf. Gnaegi 2004 [1998]) et, comme en témoignent les exemples cités ci-dessus, le sujet est abordé de manière diversifiée. Toutefois, malgré le constat répété de son caractère éclaté et composite, la complexité du système suisse ne fait pas encore l'objet d'études systématiques. Le cadre d'analyse de l'*historical institutionalism* (Pierson/

Skocpol 2002) permet d'identifier des évolutions clés de la protection sociale. Toutefois, ces reconstructions font souvent l'impasse sur le contexte sociétal plus large dans lequel s'insèrent les politiques sociales et n'échappent pas au piège finaliste mentionné ci-dessus. Le biais étatique demeure également répandu dans des analyses qui se focalisent avant tout sur la «marche vers l'Etat social» et considèrent les dimensions privées, mutuelles ou assistantielles, comme des formes résiduelles ou secondaires. Dans ce contexte, l'idée du «retard suisse» ne mène-t-elle pas à des apories et à une vision incomplète de l'évolution du système de protection sociale? Et si les retards législatifs ne constituaient en fin de compte qu'un indicateur incomplet du développement des politiques sociales? Tout en répondant à ces deux questions, les recherches historiques actuelles proposent des interprétations plus nuancées des configurations complexes qui caractérisent le système de protection sociale suisse.

Avancées et chantiers ouverts: un état de la recherche actuelle, depuis 2000

Plusieurs jalons récents témoignent de la consolidation du champ de l'histoire de la protection sociale. La Société suisse d'histoire économique et sociale a ainsi organisé en 2001 une première journée d'étude consacrée au passage «de l'assistance à l'assurance» (Gilomen et al. 2002), un titre néanmoins révélateur d'un certain travers finaliste. Le thème de l'histoire de la protection sociale a aussi fait l'objet d'un numéro de la revue *Etudes et Sources* ([Archives fédérales] 2006). Depuis sa fondation en 2005, le réseau «Histoire de l'Etat social en Suisse» a animé plusieurs ateliers dans le cadre des éditions 2007 et 2010 des Journées suisses d'histoire.⁴ Plusieurs équipes d'historien-ne-s ont finalement participé au Programme national de recherche *Intégration et exclusion* (PNR 51) coordonné par le Fonds national de la recherche scientifique (FNS) entre 2003 et 2007. Cette participation contraste avec l'absence de contributions à caractère historique dans les PNR de la décennie précédente consacrés aux *Changements des modes de vie et avenir de la sécurité sociale* (PNR 29), à la *Vieillesse* (PNR 32) et aux *Problèmes de l'Etat social* (PNR 45).⁵ Les travaux historiques et sociologiques sur le thème de l'aide sociale publiés dans le cadre du PNR 51 (Sutter et al., 2008; Tabin et al., 2010 [2008]) contribuent ainsi à notre compréhension des frontières entre assistance et assurance dans le développement de la protection sociale.

Si l'assistance occupe une place relativement peu importante dans les dépenses sociales aujourd'hui, comprendre comment une société gère la pauvreté et l'exclusion permet de mieux appréhender les contours de la citoyenneté sociale.

226 Les études menées dans le cadre du PNR 51 sont à mettre en relation avec deux

ouvrages explorant les réalités complexes de la pauvreté et de l'exclusion et de sa gestion sur la très longue durée (Epple/Schär 2010; Head/Schnegg 1989). Comme l'indique le tableau 1, le nombre de publications sur l'aide sociale et l'assistance est considérable. Pourtant, cette production foisonnante souffre de sa fragmentation, laquelle fait écho à l'éparpillement de la gestion de ce risque: malgré une multitude de monographies portant sur des institutions charitables locales ou régionales, les travaux de synthèse sont encore rares (sur la question du travail social, cf. Matter, 2009). En éclairant les chevauchements entre assistance (*Fürsorge*), responsabilité individuelle (*Selbsthilfe*) et assurances sociales (*Sozialversicherungen*), l'ouvrage collectif dirigé par Beatrice Schumacher (2010) sur la Société suisse d'utilité publique (*Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft*) comble ainsi un vide important.

Un passage en revue des publications consacrées aux cinq branches de la protection sociale mentionnées en introduction permet de dresser un état de la recherche actuelle, de souligner la variété des approches adoptées, et d'identifier plusieurs domaines encore peu ou mal connus.

L'analyse de la genèse de la doctrine des «trois piliers» a servi de toile de fond à mes travaux portant sur la *prévoyance vieillesse*. Clé de voûte du système suisse d'assurances sociales, l'AVS ne peut être comprise sans une analyse des interactions entre l'Etat, les caisses de pensions d'entreprises et les compagnies d'assurance vie (Leimgruber 2006, 2008, 2010b; Lengwiler 2003). Une histoire combinée de ces deux pans des retraites révèle les frontières mouvantes entre protection sociale étatique, politique sociale des entreprises et «marché de la prévoyance». Ces études permettent aussi de relativiser l'exceptionnalisme du cas helvétique et de rapprocher le système de retraites suisse de celui d'autres pays – par exemple les Etats-Unis (Klein 2003) – où les fonds de pension occupent une place déterminante dans la prévoyance vieillesse. Longtemps négligée, l'histoire de l'*assurance invalidité* (AI) bénéficie des avancées de la *disability history*, dont plusieurs travaux récents s'inspirent afin de décrypter la construction sociale et politique du handicap (Germann 2008; Kaba 2008). La question des liens entre le financement de l'AI et l'organisation du marché du travail a également fait l'objet de plusieurs études (Fracheboud 2011; Germann 2010; Lengwiler 2007a). Il s'agit d'un sujet d'actualité puisque la détérioration des finances de l'AI n'est pas sans lien avec la dégradation des conditions de travail et de l'emploi depuis les années 1990.

Deuxième domaine clé de la protection sociale, l'*assurance maladie* demeure paradoxalement l'un des moins bien couverts par la recherche. Comme je l'ai mentionné précédemment, les controverses et référendums au sujet de l'assurance maladie et accidents entre 1890 et 1912 sont bien étudiés. Par contre, on sait encore peu de choses sur la trajectoire de longue durée des caisses maladie et

du système de santé entre 1914 et 1996, date de l'introduction de l'assurance de base obligatoire. Outre les contributions mentionnées dans la section précédente, plusieurs études reviennent sur le rôle du lobby médical (Vuagniaux 2002), des associations de caisses mutuelles (Muheim 2000, 2003), des hôpitaux (Donzé 2003) ainsi que sur l'évolution de l'assurance santé dans la région de Zurich (Lengwiler/Rothenhühler 2004) ou durant la Deuxième Guerre mondiale (Lengwiler 2009). Toutefois, une synthèse connectant ces contributions éparses et exposant non seulement les échecs répétés des tentatives de réforme de l'assurance maladie depuis 1945, mais aussi les interactions entre solutions étatiques et secteur privé fait encore défaut. A ce propos, une étude des nombreuses publications commémoratives consacrées aux caisses maladie (cf. tableau 1) permettrait d'éclairer les étapes de la concentration de ce secteur durant le dernier tiers du 20^e siècle.⁶ Quant à l'*assurance accident* (SUVA), première assurance sociale fédérale, elle a fait l'objet d'une monographie d'envergure qui explore le rôle de la science actuarielle et de l'expertise dans l'élaboration du «risque professionnel», catégorie dont les définitions font l'objet de débats continuels au cours du 20^e siècle (Lengwiler 2006).

L'*assurance maternité* continue à faire l'objet d'études qui détaillent la véritable course d'obstacles de la protection maternité au sein du système politique suisse et soulignent l'accession retardée des femmes suisses à la citoyenneté politique et sociale (Hauser 2004; Monney 2003; Wecker et al. 2001). Le rattachement de l'assurance maternité au système de l'*assurance perte de gains* (APG) depuis 2004 souligne le rôle important de ces prestations introduites en 1940. Élément clé de la pacification du «front intérieur» et innovation sociale ayant servi de modèle organisationnel (caisse de compensation) et financier (régime de répartition) pour l'AVS, les APG ont contribué à préserver l'ordre des genres (Leimgruber 2009, 2010a). Le fait que les APG aient été étendues aux mères en 2004 constitue dans ce cadre un développement non dénué d'ironie, puisqu'il répond à une vieille argumentation du mouvement des femmes au moment où celui-ci s'est distancé de l'analogie entre les devoirs du soldat et ceux de la mère.

Avant la loi fédérale de 2006, qui introduit une relative harmonisation en la matière, les *allocations familiales* demeuraient très disparates entre les cantons. Comme dans le domaine de l'assistance, cet éparpillement n'a pas facilité la tâche des historiennes et des historiens. On connaît néanmoins les tentatives des Catholiques Conservateurs d'encourager la politique familiale comme un complément (voire même comme une alternative) à l'AVS durant la Deuxième Guerre mondiale (Schumacher 2009), ainsi que le développement des milieux «familialistes» durant l'entre-deux-guerres (Guex 1999). Il faut préciser que la protection de la famille, ou de l'«enfance malheureuse» (Ramsauer 2000), déborde

en effet largement du domaine de la sécurité sociale et fait l'objet d'études de la part de spécialistes de l'histoire de l'éducation.

Les travaux récents de Carola Togni (2009, 2012) constituent des jalons importants pour comprendre l'histoire du chômage et de l'*assurance chômage*. Togni analyse en particulier la délimitation du cercle des personnes bénéficiant de la couverture de l'assurance et des prestations chômage au sein de la main d'œuvre masculine et féminine ou encore suisse et étrangère. Ces études éclairent également le rôle – aujourd'hui encore important – des syndicats dans la gestion et des caisses d'assurance chômage. Les positions ambiguës des syndicats face aux assurances sociales – ces dernières étant souvent considérées comme une concurrence dangereuse pour les anciennes institutions mutuelles ouvrières – ainsi que les relations complexes qui se tissent entre organisations syndicales et patronat dans le cadre des politiques sociales d'entreprise font l'objet de contributions récentes de la part d'historiens (AEHMO, 2011) ou de politologues (Trampusch 2008, 2010). L'exploration des liens entre philanthropie et protestantisme (David/Schaufelbühl 2009), ou encore l'impact des clivages confessionnels sur la structuration de la protection sociale (Obinger 2009), constitue un autre terrain de rencontre interdisciplinaire.

Ce bref tour d'horizon permet de faire le point sur les quatre périodes successives qui jalonnent le développement séculaire de la protection sociale en Suisse. La phase d'émergence de la «question sociale» courant de 1880 (environ) à la Première Guerre mondiale, marquée par les débats sur l'assurance maladie et accident, a été traitée de manière extensive par la recherche. La période de l'entre-deux-guerres et en particulier de la «décennie de guerre» 1938–1948, phase charnière pour l'introduction de l'AVS mais aussi de formes «mixtes» de protection sociale, fait l'objet d'un volume récent (Leimgruber/Lengwiler 2009). A mesure que l'on s'éloigne de 1945, nos connaissances deviennent plus parsemées. Comme je l'ai mentionné précédemment, certains sujets, comme la genèse de la doctrine des trois piliers de la prévoyance vieillesse, ou encore la naissance de l'assurance invalidité, sont désormais bien balisés. Par contraste, la période post-1970 constitue une nouvelle frontière de l'histoire contemporaine. Hormis quelques exceptions, notamment un article de Philipp Ischer (2006) sur la 9e révision AVS de 1979, les contributions récentes demeurent le fait de politologues qui n'exploitent que des matériaux aisément accessibles (Moser 2008; Obinger 2010). Toutefois, l'ouverture des archives portant sur cette période s'accompagne d'un accès facilité à des sources très utiles pour la recherche historique.

Grâce aux efforts de Pierre Gilliand et de Stéphane Rossini (Gilliand/Rossini 1997; Rossini 1992). Les statistiques de la protection sociale ont été rénovées de fond en comble. Ces études visant à élaborer un «budget social» de la Suisse

qui soit compatible avec les normes en vigueur au niveau européen ont permis à Heiner Ritzmann de réaliser les *Comptes globaux de la sécurité sociale* (2003). La richesse de ces données rétrospectives offre une base fondamentale pour les recherches futures. Disponibles depuis 1950, les séries des *Comptes globaux* ont été prolongées partiellement jusqu'en 1930 (Leimgruber/Lengwiler 2009). Toutefois, il reste encore du chemin afin de pouvoir saisir toute la complexité de la trajectoire séculaire des dépenses sociales, thème dont l'ampleur a été magistralement décrite par l'américain Peter Lindert (2004). Josef Mooser et Bernard Degen de l'Université de Bâle ont rassemblé tous les textes législatifs relatifs à la protection sociale. Ce matériel devrait être prochainement intégré à la base de données historique des Documents diplomatiques suisses (<http://www.dodis.ch>). Ressource précieuse, l'*Année politique suisse* (APS) élaborée depuis le début des années 1960 par l'Institut de science politique de l'Université de Berne est désormais disponible en ligne (<http://www.anneepolitique.ch>). Véritables *digests* de la Suisse contemporaine, ces annuaires permettent une entrée rapide et riche dans les sources législatives, la presse, et les débats politiques relatifs à chacune des branches de la protection sociale.

Champ dynamique, l'historiographie consacrée au «projet Etat social» (Studer 1998a) déborde largement du cadre étatique traditionnel et explore l'ancrage sociétal au sens large de la protection sociale. Cette littérature foisonnante rend d'autant plus nécessaire une synthèse, esquissée dans un article récent de Brigitte Studer (2011). Alors que le droit social ou l'étude des politiques sociales est bien implanté dans les facultés de droit et de sciences sociales depuis plusieurs décennies il n'existe pas de chaire dédiée à l'histoire de la protection sociale en Suisse. Cette dernière fait néanmoins l'objet de cours et séminaires réguliers dans plusieurs départements d'histoire contemporaine.⁷ Cette implantation diversifiée devrait continuer d'avoir un impact positif sur la recherche. En effet, les sujets à creuser, ou encore peu étudiés, ne manquent pas.

Si la question des rapports sociaux de sexe au sein des assurances sociales a fait couler beaucoup d'encre, la structuration d'un Etat social «national» ainsi que les ségrégations que ce dernier établit entre Suisses et résidents étrangers (durables ou frontaliers) (Arlettaz/Arlettaz 2006) mériterait une attention plus soutenue. De même, on connaît encore mal la gestion concrète de la protection sociale. Si l'OFAS a fait l'objet d'une brève étude (Graf/Charles 1988), le fonctionnement des caisses gérées par le patronat et les syndicats a été peu analysé. Une thèse en cours (Eichenberger 2011) portant sur les liens étroits entre les caisses de compensation (Ausgleichskassen) – qui gèrent les flux de cotisations et de prestations de l'AVS, des APG ou encore des allocations familiales – permettra de mieux comprendre les dimensions para-étatiques de la mise en œuvre des politiques sociales. Si les articulations entre politiques sociales locales, muni-

cipales, ou cantonales et le niveau national sont peu traitées (pour un portrait de la ville de Bâle comme *Wohlfartstadt*, cf. Mooser 2000), une analyse complète de la trajectoire historique du système de protection sociale suisse adoptant un point de vue comparatif, mais ne tombant pas dans le travers souvent réducteur des «typologies» chères aux politologues, reste à écrire. Une telle perspective permettrait d'aborder par exemple la diffusion ou, au contraire, la non adoption de modèles étrangers dans la politique sociale suisse (Lengwiler 2007b). L'intérêt croissant pour l'histoire du Bureau International du Travail basé à Genève offre une opportunité pour croiser la recherche sur le cas suisse avec des perspectives transnationales (Kott/Droux 2011; Conrad 2011). La relativisation du caractère «exceptionnel» du cas suisse permettrait ainsi une meilleure compréhension des configurations et trajectoires particulières qui structurent chacune des branches de la protection sociale.

Notes

- 1 Cf. site de l'Office fédéral de la statistique, <http://www.bfs.admin.ch>, Domaines «Protection sociale», «Finances publiques», «Santé», et «Politique» (version du 22. 11. 2010).
- 2 Cf. www.bsv.admin.ch/themen/ueberblick/00003/index.html?lang=fr (version du 22. 11. 2010).
- 3 L'historiographie de la protection sociale française (Fukusawa 2002), étasunienne (Hacker 2005), allemande (Tennstedt 2004), ou encore britannique (Thane 1998) ont fait l'objet de bilans récents.
- 4 Panels organisés en 2007: *Schlüsselphasen schweizerischer Sozialpolitik im 19. und 20. Jahrhundert; Le «front intérieur» et ses mutations. Guerre et politiques sociales en Suisse 1938–1948*. Panels organisés en 2010: *Des enjeux sans frontières? Les chantiers transnationaux de la paix sociale en Europe, 1900–1939; Les frontières (trans)nationales de la politique sociale*. Une présentation des activités du réseau est disponible sur le site suivant: www.hist.unibe.ch/content/netzwerke/sozialstaatsgeschichte/ (version du 22. 11. 2010).
- 5 Pour un résumé de ces différents programmes, voir le site internet du FNS: www.snf.ch (onglet «Programmes nationaux de recherche»).
- 6 Une association suisse pour l'étude de l'histoire de la santé et des soins infirmiers a également été créée en 2009: www.gpg-hss.ch (version du 22. 11. 2010). Voir aussi Braunschweig (2006).
- 7 Par exemple à Berne et Bâle (Martin Lengwiler, Brigitte Studer, Bernard Degen), à Genève (Matthieu Leimgruber, Sandrine Kott, Christoph Conrad) ou encore à la HES-SO/Ecole d'études sociales et pédagogiques de Lausanne (Jean-Pierre Tabin).

Bibliographie

Le recensement bibliographique complet (374 titres) est disponible sur mon site internet personnel (web.mac.com/matthieu_leimgruber/site/recherche_research.html). Les titres recueillis proviennent principalement des sources suivantes: Gilomen et al., 2002; base de données des mémoires et thèses et bulletins annuels de la Société suisse d'histoire (SSH); *Bibliographie de l'histoire suisse* (Archives fédérales suisses), *Revue suisse d'histoire, traverse*. Je tiens à remercier Isaline Thorens pour son aide précieuse durant ce dépouillement, ainsi que Urs Germann, Mariama Kaba, et Carola Togni pour leurs suggestions, et enfin Brigitte Studer, Martin Lengwiler, Jean-Pierre Tabin, Christoph Conrad et Isabelle Guillaume pour leurs relectures critiques.

- AEHMO (2011), *Syndicats et politiques sociales*, Lausanne.
- [Archives fédérales] (2006), *L'histoire des assurances sociales (Etudes et Sources 31)*, Zurich.
- [OFAS] (2003), *Les comptes globaux de la protection sociale. Résultats de 2000 – Estimations pour 2001 – Evolution depuis 1950*, Neuchâtel.
- Alber Jens, Bernardi-Schenkluhn Brigitte (1992), *Westeuropäische Gesundheitssysteme im Vergleich. Bundesrepublik Deutschland, Schweiz, Frankreich, Italien, Grossbritannien*, Frankfurt a. M.
- Arlettaz Silvia, Arlettaz Gérard (2006), «L'Etat social national et le problème de l'intégration des étrangers 1890–1925», *Etudes et Sources 31*, 191–217.
- Baldwin Peter (1990), *The Politics of Social Solidarity. Class Bases of the European Welfare State 1875–1975*, Cambridge.
- Baldwin Peter (1992), «The Welfare State for Historians. A Review Article», *Comparative Studies in Society and History 34*, 695–707.
- Binswanger Peter (1987), *Histoire de l'AVS. Assurance vieillesse et survivants suisse*, Zurich (édition allemande: *Geschichte der AHV*, Zürich, 1986).
- Bock Gisela, Thane Pat (ed.) (1991), *Maternity and Gender Policies. Women and the Rise of the European Welfare States, 1880–1950s*, London.
- Borner Silvio, Sommer Jürg (1977), «Die AHV als Spielball von Experten und Interessen. Fallstudie zu den AHV-Revisionen 1948–1976», *Schweizerisches Jahrbuch für politische Wissenschaft 17*, 235–275.
- Braunschweig Sabine (Hg.) (2006), *Pflege – Räume, Macht und Alltag. Beiträge zur Geschichte der Pflege*, Zürich.
- Cattacin Sandro (2006), «Retard, rattrapage, normalisation. L'Etat social suisse face aux défis de transformation de la sécurité sociale», *Etudes et Sources 31*, 49–78.
- Conrad Christoph (2011), «Social Policy After the Transnational Turn», in Kettunen Pauli, Petersen Klaus (ed.), *Beyond Welfare State Models. Transnational Historical Perspectives in Social Policy*, Cheltenham, 218–240.
- David Thomas, Schaufelbühl Janick Marina (2009), «Protestantische Wohltätigkeit und der Wohlfahrtsstaat in der Schweiz, 1850–1914», in Liedtke Rainer, Weber Klaus (Hg.), *Philanthropie und Religion in den europäischen Zivilgesellschaften. Entwicklungen im 19. und 20. Jahrhundert*, Paderborn, 38–54.
- Degen Bernard (1993), «Zur Geschichte der Arbeitslosigkeit in der Schweiz. Eine historische Skizze», *Widerspruch 25*, 37–46.
- Degen Bernard (1997), «Haftpflicht bedeutet den Streit, Versicherung den Frieden. Staat und Gruppeninteressen in den frühen Debatten um die schweizerische Sozialversicherung», in Siegenthaler Hansjörg (Hg.), *Wissenschaft und Wohlfahrt. Moderne Wissenschaft und ihre Träger in der Formation des schweizerischen Wohlfahrtsstaates während der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Zürich 137–154.
- Donzé Pierre-Yves (2003), *Bâtir, gérer, soigner. Histoire des établissements hospitaliers de Suisse romande*, Genève.
- Eppele Ruedi, Schär Eva (2010), *Stifter, Städte, Staaten. Zur Geschichte der Armut, Selbsthilfe und Unterstützung in der Schweiz 1200–1900*, Zürich.
- Erni Tony (1980), *Die Entwicklung des schweizerischen Kranken- und Unfallversicherungswesens dargestellt anhand der Schaffung und Entwicklung des KUVG*, Freiburg.
- Eichenberger Pierre (2011), *Capital organisé et politiques sociales. Les caisses de compensation professionnelles et les associations patronales suisses, 1908–1975*, Lausanne (projet de thèse).
- Esping-Andersen Gosta (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge.
- Ewald François (1986), *Histoire de l'Etat Providence. Les origines de la solidarité*, Paris.
- Fracheboud Virginie (2011), *L'introduction de l'assurance invalidité en Suisse (1945–1960)*, Lausanne (mémoire de master inédit).
- Fukusawa Atsushi (2002), «Les historiens français face à la protection sociale (1950–2000)», *Le Mouvement Social 200*, 129–137.

- Germann Urs (2008), «Eingliederung vor Rente. Behindertenpolitische Weichenstellungen und die Einführung der schweizerischen Invalidenversicherung», *Revue suisse d'histoire* 58, 178–197.
- Germann Urs (2010), «Integration durch Arbeit. Behindertenpolitik und die Entwicklung des schweizerischen Sozialstaats 1900–1960», in Bösl Elsbeth, Klein Anne, Waldschmidt Anne (Hg.), *Disability History. Konstruktionen von Behinderung in der Geschichte*, Bielefeld.
- Gilliand Pierre (éd.) (1990), *Assurance-maladie. Quelle révision? Suisse 1889–1989. Cent ans déjà*, Lausanne.
- Gilliand Pierre, Rossini Stéphane (1997), *La protection sociale en Suisse. Recettes et dépenses, 1948–1997. Comparaisons avec les pays de l'Union européenne*, Lausanne.
- Gilomen Hans-Jörg et al. (éd.) (2002), *De l'assistance à l'assurance. Ruptures et continuités du Moyen Age au 20e siècle*, SSHES, vol. 18, Zurich.
- Gnaegi Philippe (2004, 1998), *Histoire et structure des assurances sociales en Suisse*, Zurich.
- Graf Jakob, Charles Jean-François (1988), «Historique, tâches et organisation de l'Office fédéral des assurances sociales», *Revue des caisses de compensation*, 3–52.
- Greber Pierre-Yves (1982), *Droit suisse de la sécurité sociale*, Lausanne.
- Gross Peter, Puttner Helmut (1987), «Switzerland», in Flora Peter (éd.), *Growth to limits. The Western European Welfare States Since World War II*, vol. 4, Berlin, New York, 611–670.
- Guex Sylvie (1999), *Pro Familia, le syndicat des familles. Les débuts de la politique familiale en Suisse romande (1918–1930)*, Université de Lausanne.
- Hacker Jacob S. (2005), «Bringing the Welfare State Back in. The Promise (and Perils) of the New Social Welfare History», *Journal of Policy History* 17, 125–154.
- Hafner Georg (1986), *Bundesrat Walther Stampfli (1884–1965). Leiter der Kriegswirtschaft im Zweiten Weltkrieg, bundesrätlicher Vater der AHV*, Olten.
- Hatzfeld Henri (1971), *Du paupérisme à la sécurité sociale 1850–1940*, Paris.
- Hauser Karin (2004), *Die Anfänge der Mutterschaftsversicherung. Deutschland und Schweiz im Vergleich*, Zürich.
- Head Anne-Lise, Schnegg Brigitte (Hg.) (1989), *La pauvreté en Suisse (17e–20e siècle)*, SSHES, vol. 7, Zurich.
- Hecl Hugh (1974), *Modern social politics in Britain and Sweden*, New Haven.
- Henock E. Peter (1987), *British Social Reform and German Precedents. The Case of Social Insurance, 1880–1914*, Oxford, New York.
- Horvath Franz, Kunz Matthias (1993), «Sozialpolitik und Krisenbewältigung am Vorabend des Ersten Weltkrieges», in Imhof Kurt, Kleger Heinz, Gaetano Romano (Hg.), *Zwischen Konflikt und Konkordanz. Analyse von Medienereignissen in der Schweiz der Vor- und Zwischenkriegszeit*, Zürich, 61–108.
- Immergut Ellen M. (1992), *Health politics. Interests and Institutions in Western Europe*, Cambridge.
- Ischer Philipp (2006), «Ausbau oder Konsolidierung? Der politische Diskurs der 1970er Jahre in der Schweiz im Bereich der AHV», *Etudes et Sources* 31, 141–166.
- Kaba Mariama (2008), «La prise en charge des «incurables» et «infirmes» dans le canton de Vaud au 19e siècle. Evolution des rapports de forces entre privé et public dans une nouvelle problématique sociale», *Revue historique vaudoise* 116, 245–254.
- Klein Jennifer L. (2003), *For all these Rights. Business, Labor, and the Shaping of America's Public-Private Welfare State*, Princeton.
- Knüsel René, Zurita Félix (1979), *Assurances sociales. Une sécurité pour qui? La Loi Forrer et les origines de l'Etat social en Suisse*, Lausanne.
- Kott Sandrine, Droux Joelle (éd.) (2011), *Universalizing Social Rights. The ILO and Beyond*, Basingtoke (ouvrage en préparation).
- Kunz Matthias (1998), *Aufbruchstimmung und Sonderfall-Rhetorik. Die Schweiz im Übergang von der Kriegs- zur Nachkriegszeit in der Wahrnehmung der Parteipresse*, Bern.

- Kunz Matthias, Morandi Pietro (1998), «Zwischen Nützlichkeit und Gerechtigkeit. Zur Entwicklung der sozialpolitischen Debatte in der Schweiz im Lichte ihrer Argumente», in Sébastien Guex et al. (Hg.), *Krisen und Stabilisierung. Die Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Zürich, 145–161.
- Labhart Walter (1973), *Bundesrat Ludwig Forrer 1845–1921*, Winterthur.
- Lasserre André (1972), «L'institution de l'assurance-vieillesse et survivants (1889–1947)», in Ruffieux Roland (éd.), *La démocratie référendaire suisse au 20e siècle*, Fribourg, 259–326.
- Leimgruber Matthieu (2006), «La politique sociale comme marché. Les assureurs vie et la structuration de la prévoyance vieillesse en Suisse (1890–1972)», *Etudes et Sources* 31, 109–139.
- Leimgruber Matthieu (2008), *Solidarity Without the State? Business and the Shaping of the Swiss Welfare State, 1890–2000*, Cambridge.
- Leimgruber Matthieu (2009), «Schutz für Soldaten, nicht für Mütter. Lohnausfallentschädigung für Dienstleistende», in Leimgruber Matthieu, Lengwiler Martin (Hg.), *Umbruch an der «inneren Front». Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz 1938–1948*, Zürich, 75–100.
- Leimgruber Matthieu (2010a), «Protecting Soldiers, not Mothers. Soldiers' Income Compensation in Switzerland During World War II», *Social Politics* 17, 53–79.
- Leimgruber Matthieu (2010b), «Caisses de pension et rapports sociaux de sexe en Suisse au 20e siècle», in Thomas David et al. (éd.), *La production des inégalités*, SSHES, vol. 24, Zurich, 49–64.
- Leimgruber Matthieu, Lengwiler Martin (Hg.) (2009), *Umbruch an der «inneren Front». Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz 1938–1948*, Zürich.
- Lengwiler Martin (2003), «Das Drei-Säulen-Konzept und seine Grenzen. Private und berufliche Altersvorsorge in der Schweiz im 20. Jahrhundert», *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 48, 29–47.
- Lengwiler Martin (2006), *Risikopolitik im Sozialstaat. Die schweizerische Unfallversicherung (1870–1970)*, Köln.
- Lengwiler Martin (2007a), «Im Schatten der Arbeitslosen- und Altersversicherung. Systeme der staatlichen Invaliditätsversicherung nach 1945 im europäischen Vergleich», *Archiv für Sozialgeschichte* 47, 325–348.
- Lengwiler Martin (2007b), «Transfer mit Grenzen. Das «Modell Deutschland» in der schweizerischen Sozialstaatsgeschichte 1880–1950», in Kreis Georg, Wecker Regina (Hg.), *Deutsche und Deutschland aus Schweizer Perspektive*, Basel, 47–66.
- Lengwiler Martin (2009), «Das verpasste Jahrzehnt. Krankenversicherung und Gesundheitspolitik (1938–1949)», in Leimgruber Matthieu, Lengwiler Martin (Hg.), *Umbruch an der «inneren Front». Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz 1938–1948*, Zürich, 165–184.
- Lengwiler Martin, Rothenbühler Verena (2004), *Macht und Ohnmacht der Ärzteschaft. Geschichte des Zürcher Ärzteverbands im 20. Jahrhundert*, Zürich.
- Linder Wolf (1983), «Entwicklung, Strukturen und Funktionen des Wirtschafts- und Sozialstaats in der Schweiz», in Ricklin Alois (Hg.), *Handbuch politisches System der Schweiz*, Bern, 255–382.
- Lindert Peter (2004), *Growing Public. Social Spending and Economic Growth since the Eighteenth Century*, Cambridge.
- Luchsinger Christine (1994), «Sozialstaat auf wackligen Beinen. Das erste Jahrzehnt der AHV», in Blanc Jean-Daniel, Luchsinger Christine (Hg.), *Achtung: die 50er Jahre! Annäherungen an eine widersprüchliche Zeit*, Zürich, 51–69.
- Luchsinger Christine (1995), *Solidarität, Selbständigkeit, Bedürftigkeit. Der schwierige Weg zu einer Gleichberechtigung der Geschlechter in der AHV: 1939–1980*, Zürich.
- Lusenti Graziano (1989), *Les institutions de prévoyance en Suisse, au Royaume-Uni et en Allemagne fédérale. Placements financiers et politique sociale*, Genève.
- Matter Sonja (2009), *Wissen und Geschlecht. Die Berufsausbildung in der Sozialen Arbeit der Schweiz (1900–1960)*, Bern (unveröffentlichte Dissertation).

- Maurer Alfred (1982), «Switzerland», in Köhler Peter A., Zacher Hans F. (éd.), *The Evolution of Social Insurance 1881–1981. Studies of Germany, France, Great Britain, Austria and Switzerland*, London, 384–453.
- Monney Tatianna (2003), «Les premiers pas de l'assurance maternité. Tout au plus une assurance coordonnée», *Aspects de la sécurité sociale*, numéro 4, 2–10.
- Mooser Josef (2000), «Konflikt und Integration. Wirtschaft, Gesellschaft und Politik in der «Wohlfahrtsstadt»», in Kreis Georg, Wartburg Beat von (Hg.), *Basel – Geschichte einer städtischen Gesellschaft*, Basel, 226–266.
- Moser Julia (2008), *Der schweizerische Wohlfahrtsstaat. Zum Ausbau des sozialen Sicherungssystems 1975–2005*, Frankfurt a. M.
- Muheim David (2000), «Mutualisme et assurance maladie (1893–1912). Une adaptation ambiguë», *traverse* 8, numéro 2, 79–93.
- Muheim David (2003), «Caisses privées et assurances sociales. Retour sur les premiers projets d'assurance maladie (1893–1912)», *Aspects de la sécurité sociale*, numéro 2, 21–28.
- Neidhart Leonhard (1970), *Plebiszit und pluralitäre Demokratie: eine Analyse der Funktion des schweizerischen Gesetzesreferendums*, Bern.
- Obinger Herbert (1998a), «Federalism, direct democracy, and welfare state development in Switzerland», *Journal of Public Policy* 18, 241–263.
- Obinger Herbert (1998b), *Politische Institutionen und Sozialpolitik in der Schweiz. Der Einfluss von Nebenregierungen auf Struktur und Entwicklungsdynamik des schweizerischen Sozialstaates*, Bern.
- Obinger Herbert (2009), «Religion and the Consolidation of the Swiss Welfare State, 1848–1945», in Kersbergen Kees van, Manow Philip (éd.), *Religion, Class Coalitions, and Welfare States*, Cambridge, 176–209.
- Obinger Herbert (2010), «Switzerland. From Liberal to Conservative Welfare State – a Pattern of Late Maturation?», in Obinger Herbert, Starke Peter, Moser Julia (éd.), *Transformations of the Welfare State. Small Countries, Big Lessons*, Oxford, 191–244.
- Obinger Herbert et al. (2005), «Switzerland. The Marriage of Direct Democracy and Federalism», in Obinger Herbert et al. (éd.), *Federalism and the Welfare State. New World and European Experiences*, New York, 263–306.
- Perrenoud Marc (1995), «Entre la charité et la révolution. Les Comités de chômeurs face aux politiques de lutte contre le chômage dans le Canton de Neuchâtel lors de la crise des années 1930», in Batou Jean, Cerutti Mauro, Heimberg Charles (éd.), *Pour une histoire des gens sans histoire. Ouvriers, exclus et rebelles en Suisse 19e–20e siècle*, Lausanne, 105–120.
- Pierson Paul (éd.) (2001), *The New Politics of the Welfare State*, Oxford.
- Pierson Paul, Skocpol Theda (2002), «Historical Institutionalism in Contemporary Political Science», in Katznelson Ira et al. (éd.), *Political Science. State of the Discipline*, New York.
- Ramsauer Nadia (2000), «Verwahrlost». *Kindswegnahmen und die Entstehung der Jugendfürsorge im schweizerischen Sozialstaat 1900–1945*, Zürich.
- Rimlinger Gaston V. (1971), *Welfare Policy and Industrialisation in Europe, America and Russia*, Chichester.
- Ritter Gerhard A. (1989), *Der Sozialstaat. Entstehung und Entwicklung im internationalen Vergleich*, München.
- Ritter Gerhard A. (Hg.) (1973), *Vom Wohlfahrtsausschuss zum Wohlfahrtsstaat. Der Staat in der modernen Industriegesellschaft*, Köln.
- Rossini Stéphane (1992), *Les institutions de sécurité sociale en Suisse. Panorama statistique 1915–1990*, Berne.
- Saxer Arnold (1970, 1967), *Die soziale Sicherheit in der Schweiz. Eine Darstellung der Entstehung, des Aufbaus und des gegenwärtigen Standes aller Zweige der sozialen Sicherheit*, Bern.
- Schmidt Manfred G. (1985), *Der schweizerische Weg zur Vollbeschäftigung: eine Bilanz der Beschäftigung, der Arbeitslosigkeit und der Arbeitsmarktpolitik*, Frankfurt a. M.

- Schneider Boris, Python Francis (Hg.) (1992), *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven*, Basel.
- Schumacher Beatrice (2009), «Familien(denk)modelle. Familienpolitische Weichenstellungen in der Formationsphase des Sozialstaats (1930–1945)», in Leimgruber Matthieu, Lengwiler Martin (Hg.), *Umbruch an der «inneren Front». Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz 1938–1948*, Zürich, 139–164.
- Schumacher Beatrice (Hg.) (2010), *Freiwillig verpflichtet. Gemeinnütziges Denken und Handeln in der Schweiz seit 1800*, Zürich.
- Siegenthaler Hansjörg (Hg.) (1997), *Wissenschaft und Wohlfahrt. Moderne Wissenschaft und ihre Träger in der Formation des schweizerischen Wohlfahrtsstaates während der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Zürich.
- Sommer Jürg (1978), *Das Ringen um die soziale Sicherheit in der Schweiz. Eine politisch-ökonomische Analyse der Ursprünge, Entwicklungen und Perspektiven sozialer Sicherung im Widerstreit zwischen Gruppeninteressen und volkswirtschaftlicher Tragbarkeit*, Diessenhofen.
- Studer Brigitte (1997), «Familienzulagen statt Mutterschaftsversicherung? Die Zuschreibung der Geschlechterkompetenzen im sich formierenden Schweizer Sozialstaat, 1920–1945», *Revue suisse d'histoire* 47, 151–170.
- Studer Brigitte (1998a), «Soziale Sicherheit für alle? Das Projekt Sozialstaat 1848–1998», in Studer Brigitte (Hg.), *Etappen des Bundesstaates. Staats- und Nationsbildung in der Schweiz*, Zürich, 159–186.
- Studer Brigitte (1998b), «Die unendliche Geschichte der Mutterschaftsversicherung. Zur Konstruktion von Geschlecht durch Sozialpolitik», in Nadai Eva, Ballmer-Cao Thanh-Huyen (Hg.), *Grenzverschiebungen. Zum Wandel des Geschlechterverhältnisses in der Schweiz*, Zürich, 93–115.
- Studer Brigitte (1998c), «Der Sozialstaat aus der Geschlechterperspektive. Theorien, Fragestellung und historische Entwicklung in der Schweiz», in Studer Brigitte et al. (Hg.), *Frauen und Staat*, Basel, 184–208.
- Studer Brigitte (2011), «Ökonomien der sozialen Sicherheit», in Veyrassat Béatrice (Hg.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Zürich (in Vorbereitung).
- Sutter Gaby, Matter Sonja, Schnegg Brigitte (2008), *Zwischen Integration und Ausschluss. Fürsorge und Sozialarbeit in der Stadt Bern 1900 bis 1960*, Bern.
- Tabin Jean-Pierre et al. (2010, 2008), *Temps d'assistance. L'assistance publique en Suisse romande de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Lausanne.
- Tennstedt Florian (2004), «Sozialwissenschaft–Sozialrecht–Sozialgeschichte. Kooperation und Konvergenz am Beispiel der Sozialpolitik», in Schulz Günther et al. (Hg.), *Sozial- und Wirtschaftsgeschichte. Arbeitsgebiete – Probleme – Perspektiven*, Stuttgart, 551–576.
- Thane Pat (1978), *The Origins of British Social Policy*, London.
- Thane Pat (1998), «Histories of the Welfare State», in William Lamont (éd.), *Historical Controversies and Historians*, London, 49–64.
- Togni Carola (2009), «Arbeitslosenversicherung. Der soziale Kompromiss für die Nachkriegszeit», in Leimgruber Matthieu, Lengwiler Martin (Hg.), *Umbruch – an der «inneren Front». Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz 1938–1948*, Zürich, 101–134.
- Togni Carola (2012), *Initiatives, débats et enjeux autour de la mise en place d'une assurance-chômage en Suisse de 1924 à 1977*, Berne (thèse de doctorat inédite).
- Trampusch Christine (2008), «Von einem liberalen zu einem post-liberalen Wohlfahrtsstaat. Der Wandel der gewerkschaftlichen Sozialpolitik in der Schweiz», *Swiss Political Science Review* 14, 49–84.
- Trampusch Christine (2010), «The Welfare State and Trade Unions in Switzerland. A Historical Reconstruction of the Shift from a Liberal to a Post-Liberal Welfare Regime», *Journal of European Social Policy* 20, 58–73.

- Tschudi Hans-Peter (1981), «100 Jahre Sozialversicherungen», *Gewerkschaftliche Rundschau* 73, 281–289.
- Tschudi Hans-Peter (1989), *Entstehung und Entwicklung der schweizerischen Sozialversicherungen*, Basel.
- Vuagniaux Rachel (2002), «Le «médecin libre» contre le «bolchevisme médical». Le *Bulletin professionnel des médecins suisses* et les premières tentatives de révision de la LAMA (1920–1951)», *Aspects de la sécurité sociale*, numéro 3, 2–9.
- Wagner Antonin (1985), *Wohlfahrtsstaat Schweiz. Eine problemorientierte Einführung in die Sozialpolitik*, Bern.
- Wecker Regina (1995), «Equality for men? Factory Laws, Protective Legislation for Women in Switzerland, and the Swiss Effort for International Protection», in Wikander Ulla et al. (éd.), *Protecting Women. Labor Legislation in Europe, the United States and Australia, 1880–1920*, Champaign, 63–91.
- Wecker Regina (1996), «Staatsbürgerrechte, Mutterschaft und Grundrechte», *Revue suisse d'histoire* 46, 383–410.
- Wecker Regina (1997), *Zwischen Ökonomie und Ideologie. Arbeit im Lebenszusammenhang von Frauen im Kanton Basel-Stadt 1870–1910*, Zürich.
- Wecker Regina, Studer Brigitte, Sutter Gaby (2001), *Die «schutzbedürftige Frau». Zur Konstruktion von Geschlecht durch Mutterschaftsversicherung, Nachtarbeitsverbot und Sonderschutzgesetzgebung*, Zürich.